

VI

COALITION ET PROLONGATION DU PARLEMENT

Militarisme et autocratie

L'intention manifeste du premier ministre est d'imposer la conscription à l'aide d'une coalition ministérielle et d'une nouvelle prolongation du parlement. Ce dessein révèle une incroyable inconscience de la situation.

Le gouvernement, l'opposition, le parlement tout entier ont précipité le pays dans la tourmente européenne, alors qu'aucun engagement international, aucune obligation constitutionnelle ou morale, n'imposaient au Canada d'autre devoir que de veiller à la défense de son territoire¹.

Cette participation à la guerre européenne, le gouvernement l'a décrétee afin d'aider l'Angleterre et ses alliés à "détruire le militarisme" et à "sauver la démocratie". Le parlement tout entier a ratifié, en l'acclamant, ce "noble" objet; et afin d'en mieux souligner le caractère, sir Robert Borden et ses collègues, sir Wilfrid Laurier et ses partisans, ont répété à l'envi que, libre et volontaire pour la nation, la participation resterait également volontaire et libre pour les individus. C'est en promettant, *verbalement et par écrit*, de ne pas s'écarter du principe du volontariat que le premier ministre a obtenu de précieux concours dans toutes les sphères de l'ordre social.

En proposant aujourd'hui la conscription, sir Robert Borden viole ses promesses les plus solennelles; à l'instar de Bethmann-Hollweg, il déchire les "chiffons de papier" qui portent sa signature et celle du parlement tout entier. Rendre le service d'outre-mer obligatoire, c'est soumettre le Canada au régime du "militarisme prussien". Si le premier ministre s'obstine à refuser au peuple le droit d'en décider, il viole les

¹ Qu'on ne soupçonne pas ici le dessein d'opposer la thèse nationaliste à la politique conservatrice ou libérale. Sur ce point, sir Robert Borden et sir Wilfrid Laurier ont fait, à plusieurs reprises, des déclarations aussi explicites que les nôtres; et les hommes d'État anglais ont corroboré l'opinion commune. Dans une étude sur *Le Problème de l'Empire*, j'ai cité l'opinion de M. Bonar Law, alors ministre des Colonies. Tout récemment, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères, a été non moins catégorique. Dans son discours prononcé au Sénat canadien, le 28 mai, je relève ce passage: "*The government of the Mother Country cannot raise a corporal's quarà in Canada, Australia, New Zealand, or wherever you will; she cannot raise a shilling of taxation; SHE HAS NO POWER.*"

Chose étrange, le chef de l'école "intégraliste," qui a si souvent piétiné sur les nationalistes parce qu'ils ont dit la même chose que M. Balfour, n'a pas soufflé mot des déclarations du ministre anglais, délégué officiel du parlement impérial.